



# Amundi Social Bonds

Rapport d'Impact Annuel 2022

Données du fonds du 30 Nov. 2021 au 30 Nov. 2022

Données du marché au 31 Déc. 2022

La confiance  
ça se mérite

**Amundi**  
ASSET MANAGEMENT



## Disclaimer

Ce rapport achevé en juin 2023 a été rédigé par Amundi Asset Management, gestionnaire du fonds Amundi Social Bonds. L'objectif principal du rapport est d'évaluer l'impact social du fonds. Toutes les informations publiées reflétant les caractéristiques extra-financières et l'impact social du portefeuille sont exactes au 30 novembre 2022. Toute référence aux obligations détenues en portefeuille ne pourra être considérée comme une recommandation d'acheter ou de vendre un titre. Les titres sont soumis à un risque financier. Les logos ou marques des sociétés citées sont indiqués à des fins d'illustration dans ce document et demeurent la propriété exclusive de chaque titulaire. L'exactitude, l'exhaustivité ou la pertinence des informations, prévisions et analyses fournies ne sont pas garanties. Elles sont établies sur des sources considérées comme fiables et peuvent être modifiées sans préavis. Les informations, analyses financières ou statistiques présentées sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché observées et sont susceptibles d'évolution. Ces données permettent d'aider le lecteur à évaluer les facteurs décrits dans ce document. Elles sont basées sur des sources considérées comme fiables et sur des méthodologies qui ne s'excluent pas mutuellement. Les informations promotionnelles non contractuelles destinées au public, ne constituent ni un conseil en investissement, ni une recommandation, ni une offre de contrat. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans l'autorisation préalable d'Amundi Asset Management.

L'objectif principal de ce rapport est d'évaluer l'impact environnemental du portefeuille.





# Sommaire

<b>1</b>	<b>Chiffres-clés</b>	4
<b>2</b>	<b>Les obligations sociales : un véhicule pour répondre aux enjeux sociaux</b>	5
<b>3</b>	<b>Le fonds : Amundi Social Bonds</b>	9
<b>4</b>	<b>Quel est l'impact social ?</b> a. Résultats b. Méthodologie	16
<b>5</b>	<b>Perspectives</b> a. Principaux indicateurs d'impact par catégorie de projet b. Zoom sur l'ODD 4 : Education de qualité	21
<b>6</b>	<b>Etude de cas : Intégrer les obligations durables dans une stratégie sociale pure</b>	24
<b>7</b>	<b>Politique d'Engagement :</b> a. Où en sommes-nous en 2022 ? b. Exemple d'IDB Invest	26
<b>8</b>	<b>Comment analyser une obligation sociale ?</b>	32
<b>9</b>	<b>Conclusion</b>	34
<b>10</b>	<b>Mentions légales</b>	

# 1

## Chiffres clés



Amundi Social Bonds a profité à

# 1 456

personnes par million d'euros investis



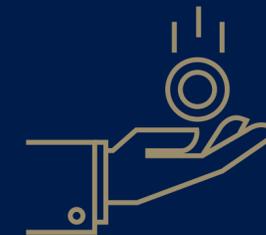
# 47 %

de l'impact du portefeuille concerne l'emploi



# 36 %

de l'impact du portefeuille concerne l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et les soins de santé



# €6Mds

investis dans les obligations sociales au niveau d'Amundi



# €6Mds

investis dans les obligations de développement durable au niveau d'Amundi



# Depuis 2017

Amundi est membre du comité exécutif de GBP/SBP/SBG/SLBP<sup>1</sup>



# 350

obligations sociales et durables analysées dans notre base de données sociale interne



# Récompenses

Environmental Finance 2022  
Amundi Social Bonds nommé meilleur fonds de l'année

Amundi nommé  
Fixed Income Manager de l'année 2022

1. Source: <https://www.icmagroup.org/sustainable-finance/membership-governance-and-working-groups/executive-committee-and-working-groups/>



## 2

# Les obligations sociales : un véhicule pour intégrer les enjeux sociaux

Alors que le monde entier semble amorcer la transition vers la neutralité carbone, les objectifs de développement durables adoptés en 2015 par les Nations Unis afin de lutter contre les inégalités sociales sont encore loin d'être atteints. Et pourtant la pauvreté et les inégalités constituent une réelle menace pour le système socio-économique mondial.

**Si les obligations sociales apparaissent comme un instrument relativement nouveau sur le marché obligataire, elles permettent de mobiliser des capitaux vers des projets à vocation sociale.**

Les obligations sociales sont similaires aux obligations vertes, la principale différence réside dans la finalité des projets financés - notamment la santé, l'éducation, le logement social, la préservation de l'emploi ou la sécurité alimentaire - qui génèrent un impact social positif. Dans tous les cas, le maître mot reste **la transparence** dans l'utilisation du financement.

*Les obligations sociales permettent de mobiliser des capitaux en faveur de projets sociaux et de populations cibles*

En 2017, l'association professionnelle International Capital Market Association (ICMA) publie les Social Bonds Principles (SBP), lignes directrices d'application volontaire pour l'émission des obligations sociales<sup>2</sup>.

Les Principes constituent un cadre dont la mission est de contribuer à l'intégrité du développement du marché des obligations sociales. Les quatre principes essentiels sont :

### 1 Utilisation des Fonds



Les fonds doivent être utilisés pour financer (ou refinancer) des projets sociaux éligibles.

### 2 Processus de sélection et d'évaluation des projets



Les objectifs sociaux des projets doivent être clairement communiqués aux investisseurs.

### 3 Gestion des Fonds



L'émetteur doit garantir un fléchage des investissements dans des Projets Sociaux.

### 4 Reporting



Les émetteurs doivent fournir aux investisseurs un rapport annuel sur l'utilisation des fonds.

La transparence est un facteur clé de la communication sur l'impact attendu des projets. Les SBP encouragent les émetteurs à utiliser cette base pour développer leurs propres pratiques.

2. <https://www.icmagroup.org/sustainable-finance/the-principles-guidelines-and-handbooks/social-bond-principles-sbp/>

## Les obligations sociales, un instrument d'avenir

**La crise sanitaire COVID a montré à quel point l'infrastructure sociale était fragile et combien les investissements étaient nécessaires.**

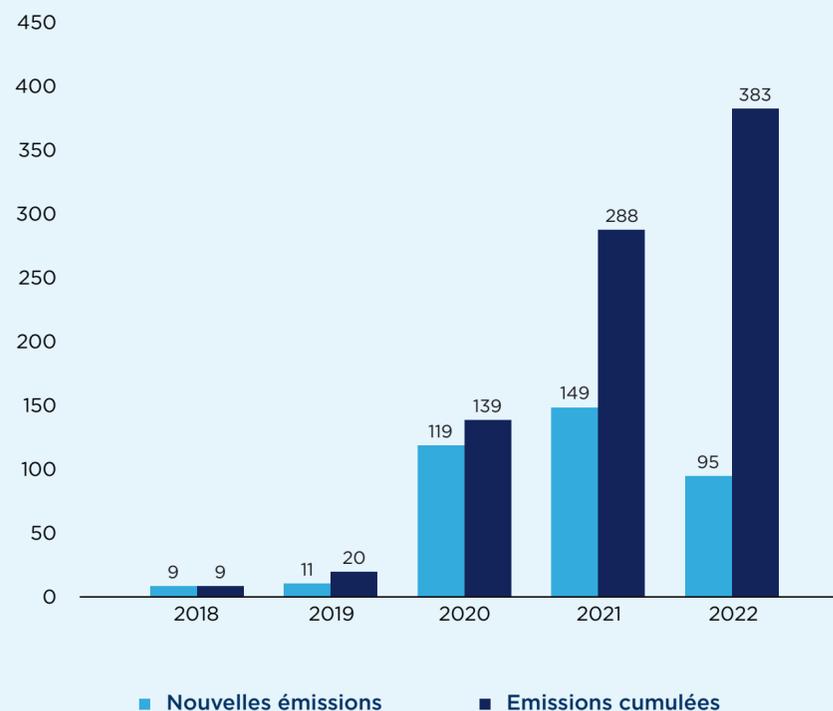
La pandémie a infligé un revers aux actions menées pour faire reculer la pauvreté dans le monde. Ce recul a été accentué par la hausse de l'inflation et les effets de la guerre en Ukraine. Si la pandémie touche des segments de population dans le monde entier, les plus vulnérables ont été les plus touchés, notamment les personnes âgées, à faible revenu, celles vivant dans des conditions précaires, sans accès à l'eau courante et celles qui ont peu d'opportunités en matière d'éducation. Pour y remédier, les organismes supranationaux et les gouvernements ont réalisé de gros volumes d'émissions d'obligations sociales depuis 2020 - par exemple l'UE a levé 100 milliards d'euros entre 2020 et 2021 dans le cadre du programme SURE<sup>(3)</sup> pour financer des mesures de chômage partiel.

**Les obligations sociales ont connu un spectaculaire essor depuis 2020.** Le marché avoisine **383 milliards d'euros** à fin décembre 2022 et représente **17 %** du marché obligataire durable.

Les émissions en 2022 (**95 milliards d'euros**) sont en recul par rapport à 2021 (**-36 %**). Cette baisse s'explique par la diminution des besoins de financement des émetteurs supranationaux et des agences par rapport aux besoins liés aux conséquences de la crise COVID.

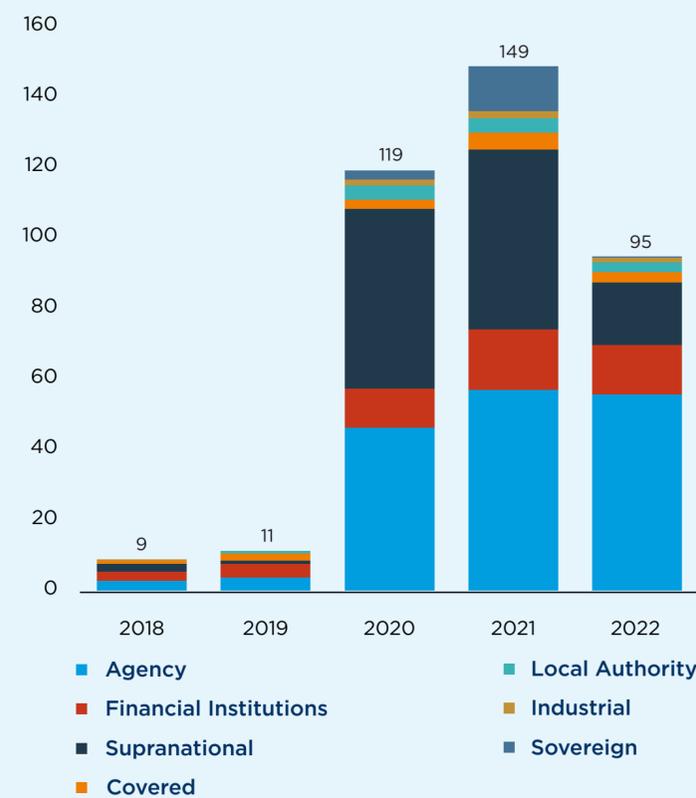
**Pourtant, les obligations sociales sont plus que jamais des instruments pertinents pour répondre aux problématiques liées à la flambée des prix et à la sécurité alimentaire.**

Marché des obligations sociales : volume des émissions en milliards d'euros



Source: Amundi, Bloomberg, Data as of 31/12/2022

Obligations sociales : émissions par secteur en milliards d'euros



Source: Amundi, Bloomberg, Data as of 31/12/2022

*“Les obligations sociales jouent un rôle essentiel pour traiter les questions sociales. Elles offrent aux investisseurs la possibilité d'intégrer la dimension sociale au sein d'un portefeuille obligataire”.*

3. SURE: European instrument for temporary Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency.

## Vers une meilleure diversification

**Le marché des obligations sociales arrive-t-il à maturité ? Même s'il existe encore des biais structurels, il offre de plus en plus de profondeur et de diversification.**

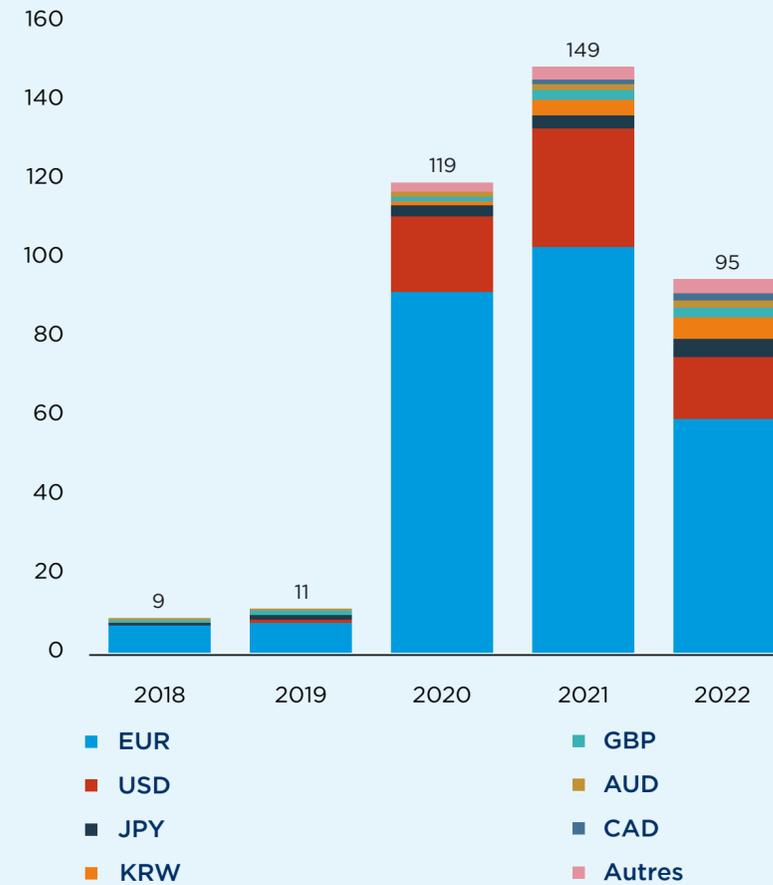
Les agences, banques de développement et supranationaux ont été les premiers acteurs et dominent toujours le marché (**73 Mds€**). Cette primauté s'explique par la nature des projets financés, le plus souvent dans les domaines de la santé, de l'éducation ou du maintien de l'emploi. Ce type d'émetteurs a contribué à la croissance du marché stimulée par la réponse politique à la crise COVID.

Les institutions financières gagnent du terrain, ayant considérablement augmenté leur part de marché depuis 2020 et atteignent un volume de **14 Mds€** en 2022.

Les Etats (**0,3 Mds€**) et les industriels (**€1,4 Mds€**) restent peu actifs sur ce segment car les obligations durables ou « sustainability bonds » semblent être mieux adaptées à leurs besoins, en leur donnant la flexibilité de financer à la fois des projets verts et sociaux.

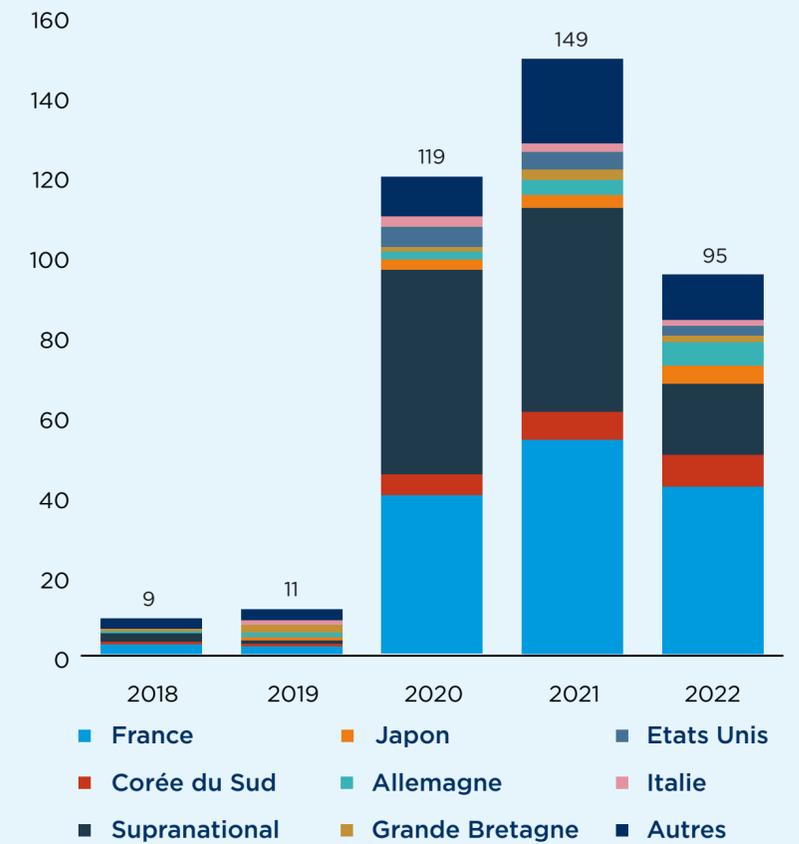
La plupart des obligations sociales sont émises en euros (**62 %**) et reflète la prédominance des pays européens. En Europe, la France reste en tête avec **€42 Mds** d'émissions. La région Asie-Pacifique, sous l'impulsion du Japon et de la Corée du Sud, a enregistré une croissance ininterrompue.

Obligations sociales : émissions par devise en milliards d'euros



Source: Amundi, Bloomberg, Data as of 31/12/2022

Obligations sociales : émissions par pays en milliards d'euros



Source: Amundi, Bloomberg, Data as of 31/12/2022

# 3

## Le Fonds : Amundi Social Bonds

**Amundi Social Bonds, lancé en novembre 2020, offre la possibilité de répondre aux enjeux sociaux de notre époque en investissant dans les obligations sociales.**

Lors de la sélection, l'équipe de gestion privilégie une vision large et inclusive parmi les différentes catégories de projets sociaux éligibles.

L'équipe d'investissement ne cible pas une catégorie mais souhaite pouvoir sélectionner des projets en Europe et à travers le monde en fonction de l'impact social attendu.

Toutes les obligations sociales sont conformes aux Principes des Obligations Sociales (SBP) de l'ICMA et alignées avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD)<sup>4</sup>.

Les ODD sont un appel universel à l'action pour promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète.

Les 17 objectifs ont été adoptés par tous les États membres de l'ONU en 2015, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.



*“Les objectifs sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux”*



Amundi Social Bonds totalises

**€320**

million d'encours

4. <https://sdgs.un.org/goals>  
<https://www.icmagroup.org/sustainable-finance/the-principles-guidelines-and-handbooks/social-bond-principles-sbp>

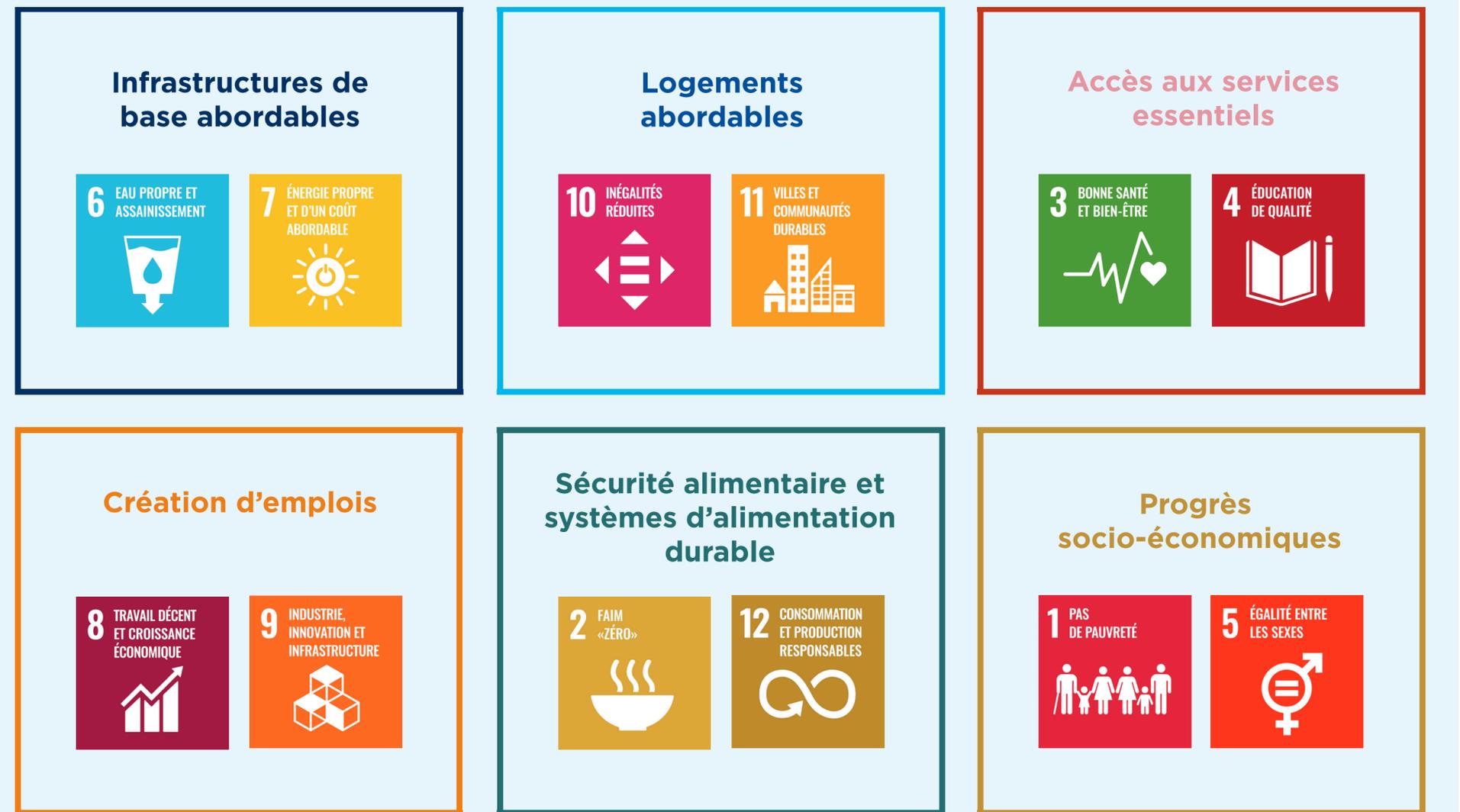
Les projets sociaux visent directement à résoudre ou atténuer une problématique sociale spécifique et/ou à obtenir des résultats sociaux positifs en faveur, mais pas exclusivement, d'une ou plusieurs populations cibles.<sup>5</sup>

Les populations cibles incluent, de manière non exhaustive :

1. Populations vivant sous le seuil de pauvreté
2. Populations exclues et/ou marginalisées
3. Personnes handicapées
4. Migrants et/ou personnes déplacées
5. Populations sous-scolarisées
6. Populations victimes d'un déficit d'accès aux biens et services essentiels
7. Chômeurs
8. Femmes et/ou minorités de sexe ou de genre
9. Populations âgées ou jeunes vulnérables
10. Autres groupes vulnérables, notamment à la suite de catastrophes naturelles



Les catégories de projets sociaux comprennent, sans s'y limiter l'accès et/ou la promotion :



5. Source: <https://www.icmagroup.org/assets/documents/Sustainable-finance/2021-updates/Social-Bond-Principles-June-2021-140621.pdf>

## Notre philosophie et notre approche

- Amundi Social Bonds investit dans des **obligations sociales** conformes aux **SBP** (Social Bonds Principles). Seuls sont retenus les émetteurs ayant une note ESG supérieure ou égale à E sur une échelle allant de A à G (A étant la meilleure notation et G la pire) sur la base des notations ESG d'Amundi.
- Dans une optique de diversification, le fonds peut investir dans des obligations traditionnelles ou liées au développement durable (SLB) présentant les meilleures pratiques sociales ayant une note ESG sur le pilier Social supérieure à D sur une échelle allant de A à G.
- L'équipe d'investissement investit dans des émetteurs de haute qualité (Investment Grade) avec la possibilité d'investir dans des titres à haut rendement (High Yield) ou des marchés émergents (Max 15 %).
- Amundi est un acteur reconnu avec plus de 30 ans d'expérience sur les marchés obligataires et développe des solutions obligataires durables depuis 2013.
- Tous les projets financés par le fonds sont alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU.



- Amundi Social Bonds classé Article 9 selon SFDR offre une grande transparence :



Amundi Social Bonds est **Article 9** selon SFDR. À partir du 1er janvier 2023, selon l'interprétation majoritaire de l'industrie, les fonds classés l'article 9 dont l'objectif est l'investissement durable et/ou la réduction des émissions de carbone ne doivent investir que dans des investissements durables (hors cash et couverture).



Le label belge **Towards Sustainability**<sup>6</sup> encourage les institutions financières à offrir des produits durables de qualité, à garantir une norme de qualité des produits financiers socialement responsables et durables, et à intégrer ses principes dans les produits financiers traditionnels.



Le label allemand **FNG Label**<sup>7</sup> est une norme de qualité pour les fonds d'investissement durables dans les pays germanophones. L'approche comprend des critères de transparence et la prise en compte des droits du travail et de l'Homme, ainsi que la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption

6. <https://towardsustainability.be/>

7. <https://fng-siegel.org/>



## Investissement à impact

**Amundi a développé un cadre pour définir l'investissement à impact et organiser les stratégies d'impact en fonction des niveaux d'intensité.**

L'impact fait référence aux externalités sociales et/ou environnementales positives attendues des investissements (l'approche « pourquoi » ou « résultats »).

Les investissements à impact sont réalisés dans le but de générer un impact social (ou environnemental) positif, mesurable associé à une performance financière. Il comporte des caractéristiques très spécifiques (intentionnalité, additionnalité et mesurabilité) qui ne font pas partie de l'ensemble standard des critères ESG ou d'investissement responsable.



1

### Intentionnalité

Le fonds vise à financer des projets sociaux et à générer un impact social positif et mesurable en investissant exclusivement dans des obligations sociales. Cette notion est le cœur de la philosophie du fonds.

2

### Mesurabilité

Le nombre de bénéficiaires par million d'euros par an est l'indicateur clé pour mesurer l'impact des investissements réalisés par le fonds.

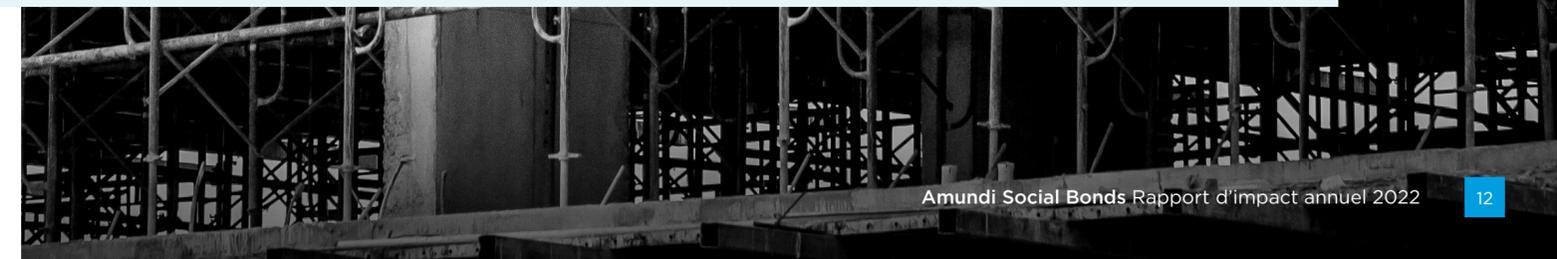
Le fonds suit également la façon dont l'argent des projets est déployé par zone géographique, type de projet et population ciblée.

3

### Additionalité

L'équipe ESG s'engage auprès des émetteurs pour améliorer les pratiques de reporting des obligations sociales. Cet élément est décrit plus en détail à la section 7 (politique d'engagement). La campagne de mobilisation s'articule autour de 3 piliers :

- Engagement thématique
- Engagement contextuel
- Engagement continu



## Portefeuille : empreinte ESG

### Les considérations ESG sont intégrées tout au long du processus d'investissement :

La qualité de l'émetteur est une variable clé lorsqu'il s'agit de sélectionner des obligations et d'évaluer leurs primes. Les émetteurs se voient attribuer une note ESG avec des notes pour chacune des trois composantes E, S et G. Compte tenu de cela, l'équipe de gestion de portefeuille vise à :

- Vérifier que l'émetteur des obligations sociales a pris en compte les enjeux ESG
- Voir comment l'émetteur positionne les facteurs ESG clés liés à son secteur
- Identifier et évaluer les risques de controverse
- Aller au-delà de l'empreinte ESG de l'émetteur en évaluant le lien entre les projets financés par des émissions sociales et la stratégie ESG/sociale de l'entreprise.

*“En investissant dans Amundi Social Bonds, chacun peut participer au financement de projets sociaux mondiaux”*

Note moyenne ESG	B-
Note Sociale ESG	B-

### Critères ESG

Les critères sont des mesures non financières utilisées pour évaluer les pratiques ESG des entreprises, des gouvernements nationaux et des autorités locales :

- E** pour l'environnement (y compris les niveaux de consommation d'énergie et de gaz, et la gestion de l'eau et des déchets)
- S** pour le social/la société (y compris le respect des droits de l'homme, la santé et la sécurité au travail)
- G** pour la gouvernance (y compris l'indépendance du conseil d'administration et le respect des droits des actionnaires)



Échelle de notation de **A** (meilleur score) à **G** (moins bon score)



## Projets sociaux

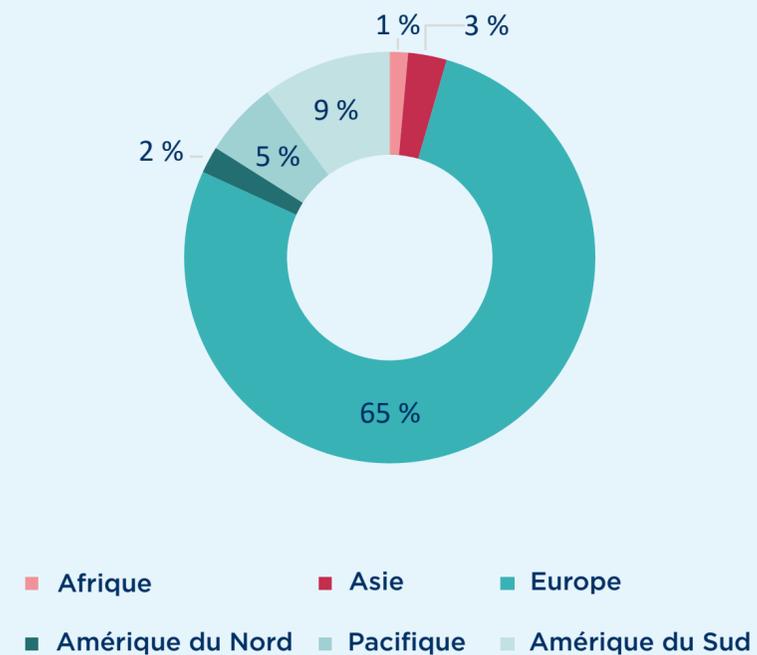
Les données suivantes proviennent du « framework » divulgué par l'émetteur (données pré-émission) qui, dans la plupart des cas, comprend plusieurs projets :

### Projets sociaux: par population cible



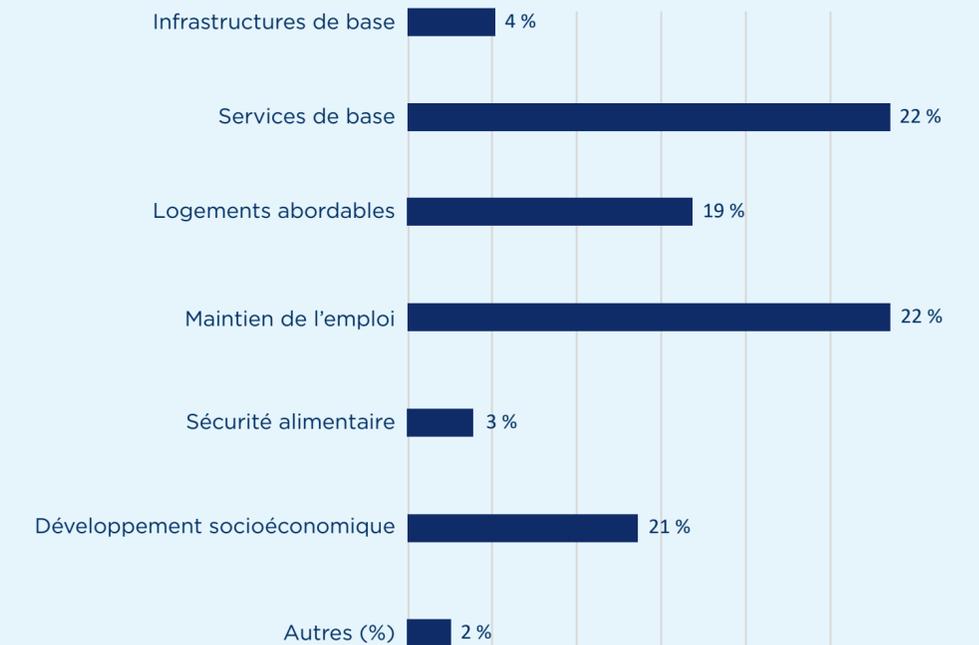
Source: Amundi. Data as of 30/12/2022

### Projets sociaux: par zone géographique



Source: Amundi. Data as of 30/12/2022

### Projets sociaux: par catégorie



Source: Amundi. Data as of 30/12/2022

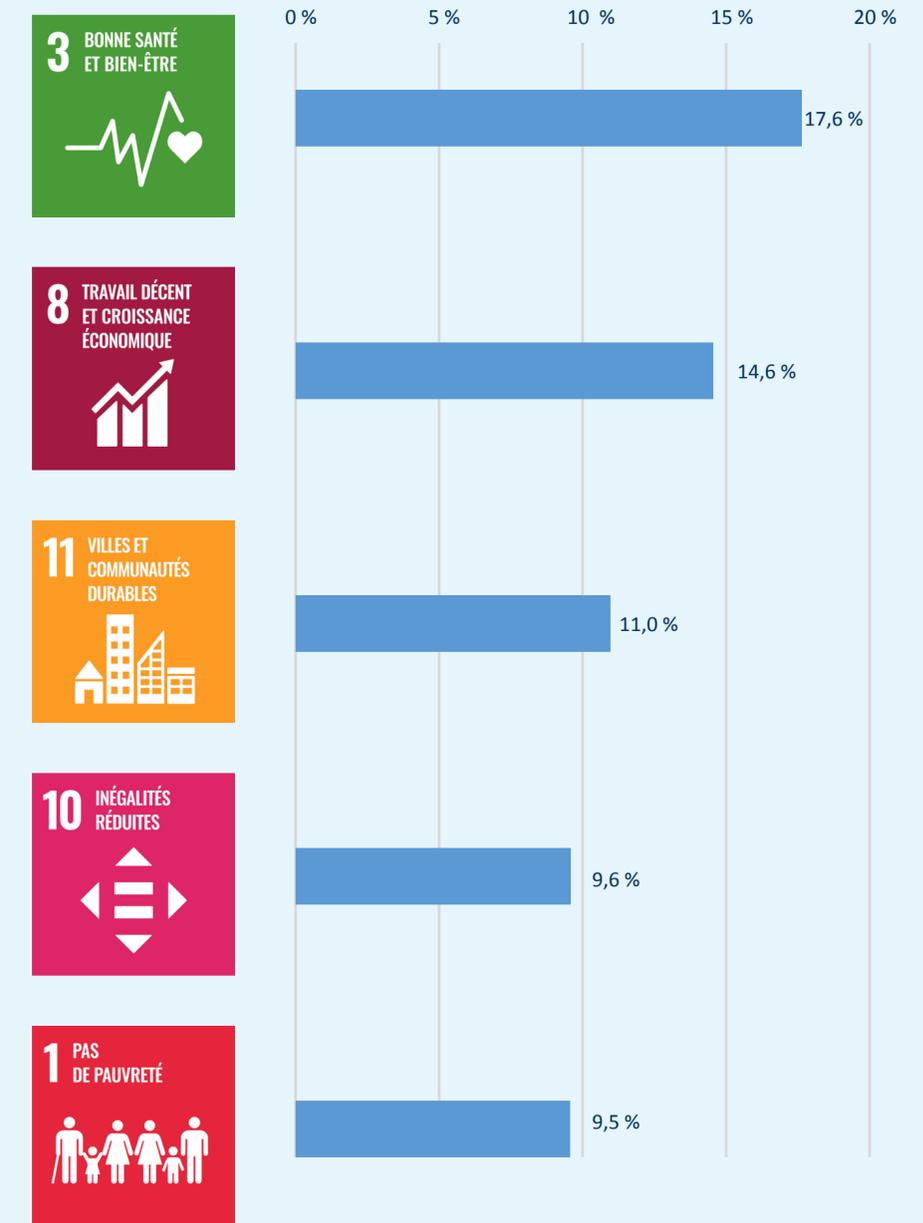


Tous les projets financés par Amundi Social Bonds sont alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Amundi Social Bonds couvre presque tous les objectifs et se concentre sur les ODD suivants :

- 3 - Promouvoir la santé et le bien être
- 8 - Promouvoir une croissance économique inclusive et un travail décent pour tous
- 11 - Rendre les villes et les établissements humains sûrs et durables
- 10 - Réduire les inégalités
- 1 - Mettre fin à la pauvreté

### Portefeuille : Les 5 principales contributions aux ODD



Source: Amundi. Data as of 30/12/2022



# 4

## Quel impact social

Nous avons collecté tous les rapports des émetteurs détenus dans le fonds au 30 novembre 2022 et examiné les indicateurs mentionnés dans la section ci-dessus.

	Poids % <sup>8</sup>	Nombre d'obligations
Obligations Sociales	65 %	75
Obligations Durables	25 %	45
Total Obligations Sociales et Durables	90 %	120
Emetteurs qui devraient avoir publié en t+12m <sup>9</sup>	64 %	88
Dont :		
Ayant publié un rapport d'impact	57 %	75
Sans publication de rapport d'impact	2 %	3
Rapport d'impact sans indicateurs clairs	5 %	10

La grande majorité des émetteurs respectent les délais et ont tenu leur engagement de publication de reporting dans le délai de 12 mois (98 % du portefeuille). S'agissant des rapports non publiés, nous allons relancer les émetteurs afin de les collecter et expliquer qu'un rapport non publié pourrait déclencher un désinvestissement.

Nous avons exclu de notre périmètre 10 obligations en raison de l'absence de données d'impact claires. Nous prendrons contact avec les émetteurs qui n'ont pas fourni le format souhaité pour les données d'impact afin de voir s'ils peuvent ajouter ces informations dans leur prochaine édition.

8. Nous avons calculé les pondérations du portefeuille.

9. Nous avons supposé que l'émetteur social aurait dû publier le rapport dans les 12 mois suivant l'émission de l'obligation.

#### 4. Quel impact social

##### a. Résultats

###### Estimation de l'impact du portefeuille

Nous avons choisi de mesurer l'impact du fonds en utilisant **le nombre de bénéficiaires** : Amundi Social Bonds a pu aider **1456 personnes** pour 1 million d'euros investis.

En prenant comme hypothèse que le bénéfice attendu des obligations sociales calculé sur la base de leur rapport d'impact est le même que pour les obligations qui n'ont pas encore publié de rapport (57 %), nous estimons l'impact rebasé du fonds à **2554 personnes** pour 1 million d'euros investis.



**1 456 personnes**  
pour 1 million d'euros investis

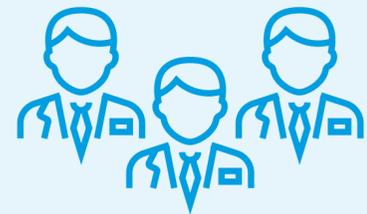


## 4. Quel impact social

### Impact social par catégorie de projets

Les catégories de projets englobent les types de projets les plus couramment financés ou susceptibles d'être soutenus par le marché des obligations sociales.

La plupart des obligations sociales financent plusieurs catégories de projets, l'emploi et l'accès aux services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation conservant une place prépondérante.



#### Génération d'emplois

et plans conçus pour prévenir et/ou atténuer le chômage résultant de crises socio-économiques.

**47 %**

de l'impact du portefeuille est lié à l'emploi

1 million € investis a permis de créer ou de préserver

**2 847**

emplois

L'impact a été calculé sur



#### Accès aux services essentiels

L'accès aux services essentiels est principalement composé de projets ciblant l'éducation, la santé, le financement et les services financiers, la numérisation.



Santé

**26 %**

de l'impact du portefeuille a été alloué à la santé

1 million € investis a bénéficié à

**77 939**

personnes

L'impact a été calculé sur

**35 obligations**



Services financiers et numérisation

**1 %**

de l'impact du portefeuille a été alloué aux Services financiers et à la numérisation

1 million € investis a bénéficié à

**2 605**

personnes

L'impact a été calculé sur

**6 obligations**



Education

**10 %**

de l'impact du portefeuille a été alloué à l'éducation

1 million € investis a bénéficié à

**60 518**

personnes

L'impact a été calculé sur

**27 obligations**



### Logement abordable



## 8 % de l'impact

du portefeuille a été alloué aux logements sociaux :

1 million € investis a bénéficié à

**8 376**

personnes

L'impact a été calculé sur

**27 obligations**



### Avancement socio-économique et autonomisation



## 5 % de l'impact

du portefeuille a été alloué au développement économique

1 million € investis a bénéficié à

**26 877**

personnes

L'impact a été calculé sur

**30 obligations**



### Sécurité alimentaire et systèmes alimentaires durables



## 2 % de l'impact

du portefeuille a été alloué pour l'alimentation et accès à une nourriture de bonne qualité

1 million € investis a bénéficié à

**12 633**

personnes

L'impact a été calculé sur

**12 obligations**



### Accès à des infrastructures de base abordables



## 1 % de l'impact

du portefeuille a été alloué à l'accès aux infrastructures

1 million € investis a bénéficié à

**5 667**

personnes

L'impact a été calculé sur

**3 obligations**

Les données sont basées sur les obligations ayant des données d'impact (57%) et calculées en termes de nombre de bénéficiaires.

## 4. Quel impact social

### b. Méthodologie

Compte tenu de l'étendue des catégories de projets et de la diversité des populations ciblées, nous avons développé une méthodologie interne pour évaluer l'impact du portefeuille en plusieurs étapes.

#### ETAPE 01

Nous avons collecté l'ensemble des reportings des émetteurs inclus dans Amundi Social Bonds au 30 novembre 2022 et examiné les indicateurs mentionnés dans la section ci-dessous. Nous avons tiré les chiffres suivants des portefeuilles :

90 % (1)  
Obligations  
Sociales &  
Durables

**120 obligations**

64 % d'entre eux auraient dû publier leurs rapports (2)

**88 Obligations**

57 % d'entre eux ont publié leurs rapports  
**57 obligations**

7 % d'entre eux n'ont pas publié ou ont produit des rapports peu clairs

**4 obligations**

#### ETAPE 02

Nous avons calculé l'impact de chaque obligation pour 1 million d'euros déboursés (1).  
Indicateur d'impact = nombre de bénéficiaires

(1) *Impact* =

$$\frac{(\% \text{ du décaissement} * \text{Valeur de l'indicateur d'impact par catégorie})}{\text{Montant total alloué au programme ou à l'obligation}}$$

#### ETAPE 03

Nous avons calculé l'impact sur le portefeuille par catégorie, c'est-à-dire pondéré par le poids de l'obligation dans notre portefeuille (3).

(3) *Impact déclaré sur le portefeuille*, =

$$\sum (\text{Impact} \times \text{poids de l'obligation dans le portefeuille})$$

# 5

## Perspectives

### a. Indicateurs clés d'impact par catégorie de projet

Nous avons identifié différents indicateurs d'impact clés récurrents pour chaque catégorie.

Les données collectées nous permettent de rendre compte des catégories, mais en raison de la variété des indicateurs, nous avons essayé de normaliser les chiffres en définissant un indicateur d'impact principal : Nombre de bénéficiaires par million d'euros investis.

En outre, au cours de cet examen, nous avons constaté la dispersion des résultats d'impact au sein d'une catégorie. Afin d'illustrer la dispersion importante dans certains secteurs et de comparer les résultats, nous avons calculé le coût par bénéficiaire.

	Logement abordable	Emploi	Santé	Education	Services essentiels Finance et numérisation	Accès aux infrastructures de base	Promotion socio-économique et autonomisation	Sécurité alimentaire et systèmes alimentaires durables
Nombres d'obligations	27	32	35	27	6	3	30	12
Principaux indicateurs de performance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction / rénovation de logements</li> <li>Prévoir des aides pour alléger le poids des prêts/loyers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'emplois créés ou maintenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction et rénovation d'hôpitaux/de maisons de retraite</li> <li>Nombre de séjours</li> <li>Fourniture de traitements contre des maladies telles que Covid ou des maladies rares</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction et rénovation d'infrastructures</li> <li>Fourniture d'équipements et de prêts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nouvel accès à l'internet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès à l'eau, aux transports publics, au sport, à la culture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prêts aux minorités, aux populations menacées de pauvreté, à la protection contre la violence ou à l'égalité des sexes, à l'intégration des migrants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prêts aux agriculteurs pour l'achat d'équipement</li> <li>Kit alimentaire</li> </ul>
Dispersion (Keuro / bénéficiaires)	0,58/315	0,27/106	0,03/1369	0,02/43	0,54/47	0,16/1	0,03/53	0,35/106
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hypothèse sur le nombre de personnes par ménage en fonction du pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les emplois à temps partiel gonflent le nombre de bénéficiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nécessité de convertir certains lits en nombre de séjours pour obtenir un nombre de bénéficiaires</li> <li>Les vaccins gonflent le nombre de bénéficiaires en raison de leur faible coût unitaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grande différence de coût entre une rénovation et un livre par exemple</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Petit nombre d'obligations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Petit nombre d'obligations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inclure une grande variété de projets et de populations</li> </ul>	

## 5. Perspectives

### D'après notre analyse :

**47 %** de l'impact du portefeuille est lié à la création d'emplois, **26 %** à la santé et **10 %** à l'éducation.

Les résultats reflètent le scénario post-COVID. En effet, lors cette période, les institutions et les banques se sont massivement engagées à soutenir la main-d'oeuvre et la résilience économique. Nous commençons toutefois à voir une plus grande variété de projets sur le marché.



### Portefeuille : contribution d'impact et allocation



**47 %**

Création d'emplois



**26 %**

Santé



**10 %**

Education



## b. Zoom sur l'Éducation de qualité



L' "Éducation de qualité" est au coeur de l'amélioration des conditions de vie et du développement durable. On estime que 84 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et que 300 millions d'élèves n'auront pas les compétences de base nécessaires en calcul et en littérature pour réussir dans la vie<sup>(10)</sup>. Pour atteindre cet objectif, les systèmes d'éducation doivent être repensés et le financement de l'éducation doit devenir un investissement national prioritaire.

### La contribution du portefeuille à l'éducation est passée de 5 % l'an dernier à 10 %.

L'objectif "Éducation de qualité" peut inclure une grande variété de projets, tels que la formation des enseignants ou les infrastructures scolaires de base (eau potable, installations d'assainissement, équipements informatiques ou structures adaptées aux personnes handicapées).

Dans la plupart des cas, l'argent investi profite à un très grand nombre de personnes.

La grande majorité des obligations qui contribuent à cette catégorie se déploient sur plusieurs projets, avec des coûts d'investissement très différents, qui normaliseront le nombre de bénéficiaires dans leur ensemble.

Il est en effet assez rare de voir une obligation se concentrer uniquement sur un projet éducatif, ce qui pourrait fausser les résultats d'une manière ou d'une autre.

Source 10. SDG Goals, UN Statistics Division 2023

## ETUDE DE CAS D'IMPACT



### Comunidad de Madrid

La Communauté de Madrid définit les dépenses liées à l'éducation

- Construction d'écoles/de centres éducatifs
- Acquisition d'équipements
- Financement de salles de classe dans les hôpitaux
- Financement de programmes d'éducation pour les minorités et les personnes handicapées
- Financement de services de transport scolaire subventionnés
- Développement et entretien des universités publiques
- Apport d'un soutien financier aux étudiants universitaires

L'émetteur a été en mesure d'identifier que 73 millions d'euros ont profité à 434 114 étudiants "vulnérables".

Ainsi, à partir de ce chiffre, nous pouvons estimer que chaque million investi a profité à 5 932 étudiants, autrement dit qu'un montant de 168 € a été dépensé pour chaque bénéficiaire. Il est important de souligner que certains projets sont difficilement quantifiables en nombre de bénéficiaires.

Dans ce cas, le nombre total de bénéficiaires sera divisé par le montant total dépensé sans distinction. Ce qui signifie implicitement que le nombre de bénéficiaires par million investi est sous-estimé.



# 6

## Etude de cas : L'exemple des obligations durables dans une pure stratégie sociale

**Les obligations durables suivent les Principes applicables aux Obligations vertes (« GBP ») et Sociales (« SBP ») de l'ICMA**

Une obligation durable est utilisée pour (re)financer des projets à la fois environnementaux et sociaux en conformité avec les lignes directrices des “SBP” et “GBP”.

La classification d'une obligation détaillant l'utilisation des fonds par projets comme une obligation de type sociale, verte ou durable doit être décidée par l'émetteur sur la base de ses objectifs principaux concernant les projets sous-jacents.

Par exemple, Flemish Community a communiqué sur les deux objectifs de son programme de développement durable sans privilégier l'un par rapport à l'autre.

La Région Ile de France est à l'origine d'un programme vert dont la mission est de favoriser les logements sociaux, incluant des critères d'efficacité énergétique dans le financement de nouveaux bâtiments ou la rénovation d'anciens bâtiments afin de fournir une solution énergétiquement accessible pour les ménages à faibles revenus. Les investisseurs devraient apprécier ces programmes de développement durable, en particulier à la lumière des exigences réglementaires du “DNSH”.

*DNSH : Do Not Significant Harm ou ne pas causer de préjudice important.*

**Néanmoins, la question de l'éligibilité se pose dans le contexte d'une stratégie pure sociale :**

Une règle simple consiste à se référer à l'objectif principal de l'émetteur ou à la répartition prévue par catégorie de projets selon les ODD ou l'ICMA. Avec une telle règle, la Région Ile-de-France est considérée comme éligible aux stratégies vertes (90 % des projets sont verts et l'intention première de l'émetteur est le climat) alors que la plupart des obligations durables émises par les gouvernements régionaux sont éligibles à notre stratégie sociale car la répartition est généralement 2/3 social et 1/3 vert.

Compte tenu du développement du marché des obligations vertes et des exigences des labels, une obligation durable devrait financer une très grande majorité de projets climatiques pour être incluse dans une stratégie d'obligations vertes. En revanche, pour être éligible à une stratégie sociale, une obligation durable pourrait se contenter de financer seulement une majorité de projets sociaux.

## 6. Etude de cas : L'exemple des obligations durables dans une pure stratégie sociale

Le marché des obligations durables est dominé par des émetteurs Supranationaux, qui représentent **45 %** des volumes émis.

Les banques multilatérales de développement (BMD) sont des émetteurs historiques qui ont apporté une contribution précieuse à la définition des exigences de l'ICMA mais qui ont conservé leur propre approche. Ainsi leurs catégories de projets peuvent différer de celles définies par l'ICMA et rend parfois difficilement exploitable leur reporting d'impact (programme pluriannuel, liste très étendue de projets...) ce qui peut nous empêcher d'investir. En effet, comme prérequis, tous les investissements réalisés dans le fonds Amundi Social Bonds doivent être en conformité avec les principes de l'ICMA.

Nous avons à plusieurs reprises évoqué ce point avec ces émetteurs, et certains ont compris l'importance de la standardisation pour la communauté des investisseurs et ont fait l'effort de s'aligner sur les normes de l'ICMA.

Nous mentionnons dans ce rapport comment l'engagement avec la Banque IBD (Inter-America Development Bank) nous a permis d'élargir notre participation du programme EYE à l'ensemble de leurs obligations de développement durable.<sup>10</sup>

La Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)<sup>12</sup>, est un autre exemple d'acteur exclusivement centré sur les questions sociales qui a fourni un cadre social aligné sur les SBP dès le début de l'expansion du marché (inclusion sociale d'un programme obligataire).

10. <https://www.icmagroup.org/assets/documents/Sustainable-finance/2021-updates/Sustainability-Bond-Guidelines-June-2021-140621.pdf>

11. <https://www.iadb.org/en/idb-finance/investors/eye-bond-program>

12. <https://coebank.org/en/>





# Politique d'Engagement

## a) Où en sommes-nous en 2020 ?

Nous continuons à engager un dialogue avec les émetteurs sur une base bilatérale au sujet de la transparence et de la disponibilité des informations. Dans l'intervalle, certains émetteurs nous demandent de leur faire part de nos commentaires sur leurs pratiques d'information. Ce dialogue permanent est une spirale positive pour l'industrie en favorisant l'accessibilité et le traitement des données à tous les investisseurs.

**L'objectif de l'engagement reste de renforcer la confiance grâce à une plus grande transparence de la part des émetteurs.**

**Notre campagne d'engagement s'articule autour de trois axes :**

- 1 L'engagement thématique est lié aux pratiques de reporting :** encourager l'émetteur à utiliser un modèle commun tel que le cadre harmonisé de l'ICMA ou nos lignes directrices internes Green, Social and Sustainability (GSS) dans le but d'accroître l'harmonisation et la transparence.
- 2 L'engagement contextuel est lié à toutes sortes de questions qui pourraient émerger :** des controverses ou des explications supplémentaires nécessaires sur les chiffres communiqués par les émetteurs.
- 3 L'engagement continu est lié aux rapports manquants :** lorsque l'émetteur n'a pas publié à la date d'échéance ou que des indicateurs clés de performance sont manquants, nous lui rappelons l'engagement qu'il a pris lors de l'émission de son obligation durable.

Nous avons mené plusieurs engagements intéressants au cours de l'année avec des émetteurs intéressés par le retour d'information des investisseurs et qui s'efforcent d'améliorer leurs pratiques de reporting.

L'Inter-American Development Bank Invest (IDB) est un exemple d'engagement qui illustre un dialogue constructif.

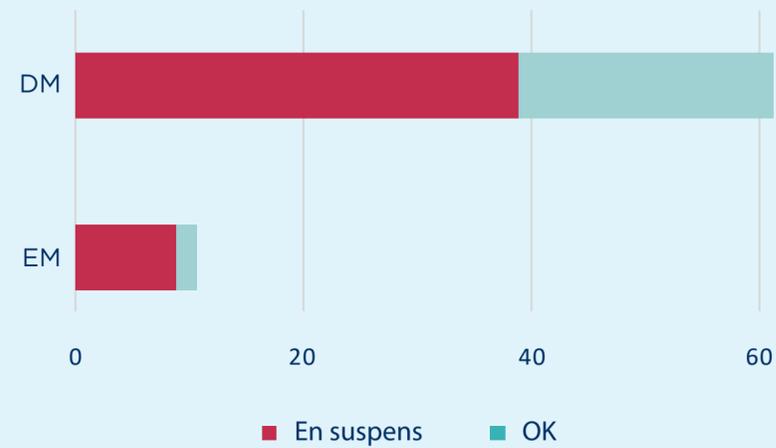


Pour piloter les résultats de nos actions d'engagement, nous avons mis au point un outil spécifique dont l'objectif est de suivre et de rendre compte (sous forme de statistiques) de nos actions.



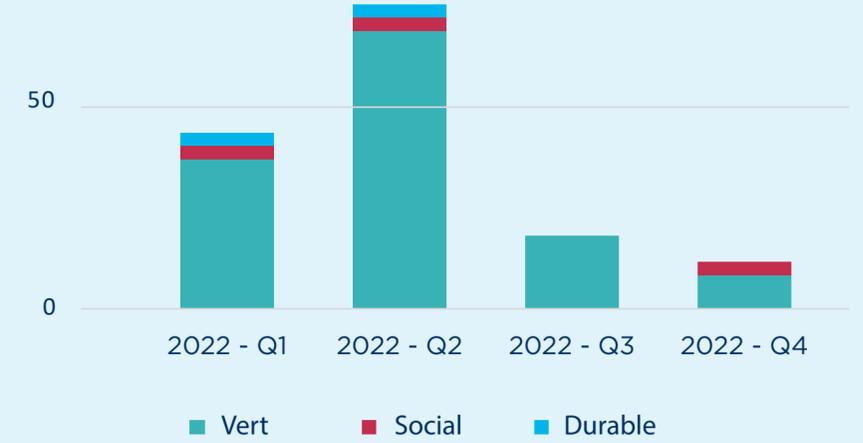
Pour rendre compte de nos actions de mobilisation, nous avons développé un outil dédié dont les objectifs sont de piloter (statistiques ci-dessous) nos actions

### Répartition EM/DM par statut



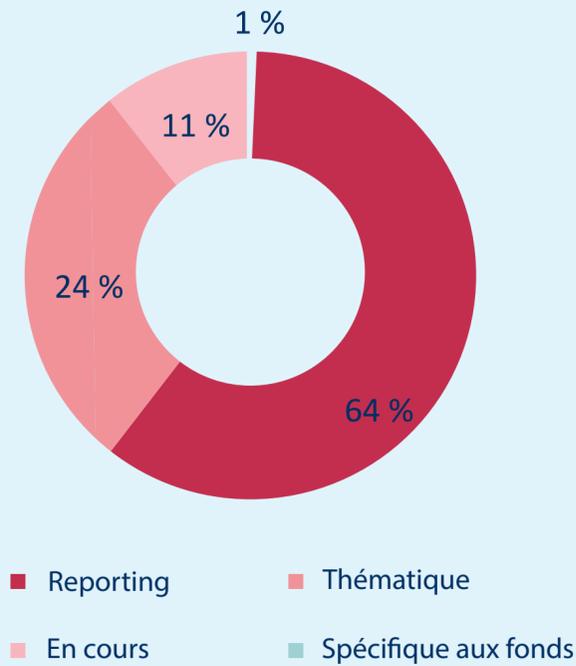
Source: Amundi ESG Research , EM : Emergents  
DM : Pays Développés

### 2022 - Nombre d'engagements



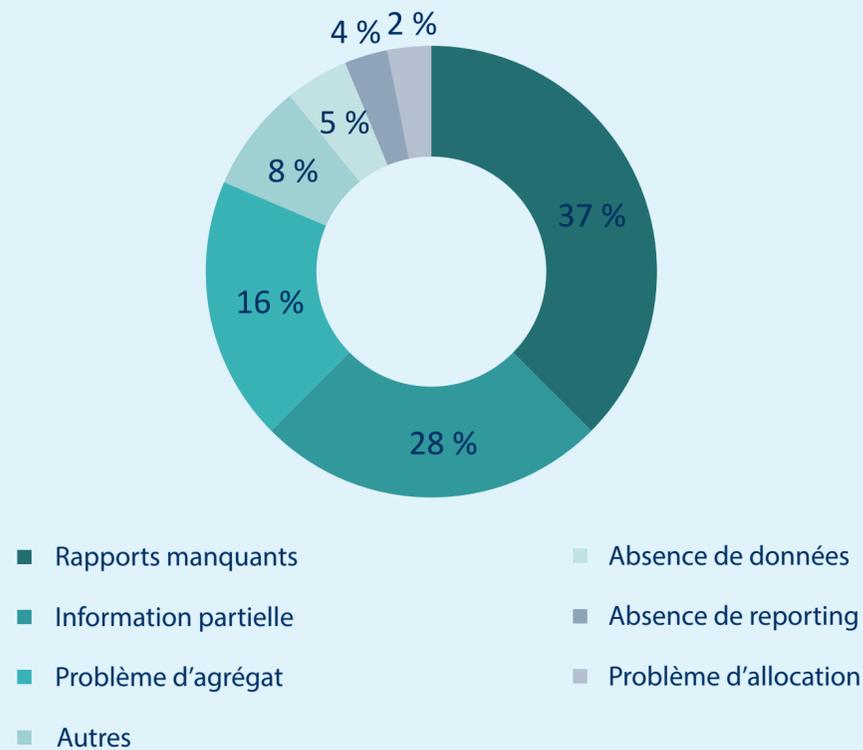
Source: Amundi ESG Research

### Répartition par Type



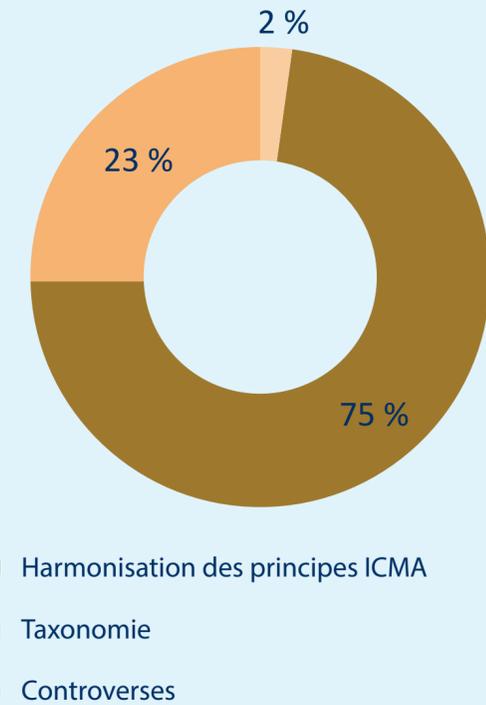
Source: Amundi ESG Research

### Répartition par objectifs



Source: Amundi ESG Research

### Répartition par Thème



Source: Amundi ESG Research

### b) Étude de cas : IDB Invest



La Banque interaméricaine de développement (IDB) est une institution internationale créée en 1959 et détenue par ses pays membres. Les cinq membres les plus importants en termes d'actionnariat (avec leur part du total des droits de vote) sont les États-Unis (30,0 %), l'Argentine (11,4 %), le Brésil (11,4 %), le Mexique (7,3 %) et le Japon (5,0 %).

Sa mission est d'améliorer les conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes en contribuant à l'accélération du processus de développement économique et social des pays membres régionaux.

L'objectif de la Banque est de parvenir à un développement économique et social durable et respectueux du climat. IDB Invest est la branche du secteur privé du groupe et finance des projets visant à promouvoir l'énergie propre, à moderniser l'agriculture, à renforcer les systèmes de transport et à élargir l'accès au financement.

Comme c'est le cas pour la plupart des banques multilatérales de développement, il est difficile de rendre compte des activités durables, étant donné les centaines de projets qui doivent être pris en compte.

Nous avons pris langue avec IDB en 2021 car nous avons des difficultés à avoir une vision claire de l'allocation des obligations durables (pas de lien direct entre les obligations émises et les projets développés, ni de lien avec les ODD, les populations cibles, pas de segmentation entre les catégories vertes/sociales...). En 2022, nous avons poursuivi le dialogue avec eux et les avons rencontrés à plusieurs reprises afin de leur expliquer ce que nous attendions de leur allocation et de leur rapport d'impact.

Nous avons soulevé les points suivants :

- **Préciser la répartition entre les projets verts et sociaux.**  
Cette répartition nous aide à évaluer l'éligibilité de certains de nos fonds / stratégies qui se concentrent sur des sujets verts ou sociaux.

La classification des projets selon les catégories de l'ICMA nous aide à comparer l'obligation avec le reste du marché et à réaliser des statistiques au niveau du fonds.

- **Indiquer si les données d'impact sont calculées au prorata ou pour l'ensemble du projet**

Nous avons besoin de données au prorata si possible.

- **Divulguer les données ex-post ou ex-ante**

Nous aimerions disposer à la fois de données ex-ante avant le développement du projet (c'est-à-dire l'estimation de la production future du projet) et ex post (une fois le projet achevé). Une comparaison des deux permet de mettre en évidence les projets qui n'ont pas atteint leur objectif et d'aider l'émetteur à mettre en place un plan de remédiation.

- **Evaluer les caractéristiques DNSH des projets financés.**

Un certificat environnemental ou une évaluation par un tiers serait apprécié.

- **Indiquer l'alignement sur la taxonomie de l'UE**

- **Traitement des données**

Un support aisément exploitable et permettant la manipulation des données est fortement recommandé.



## 7. Politique d'Engagement

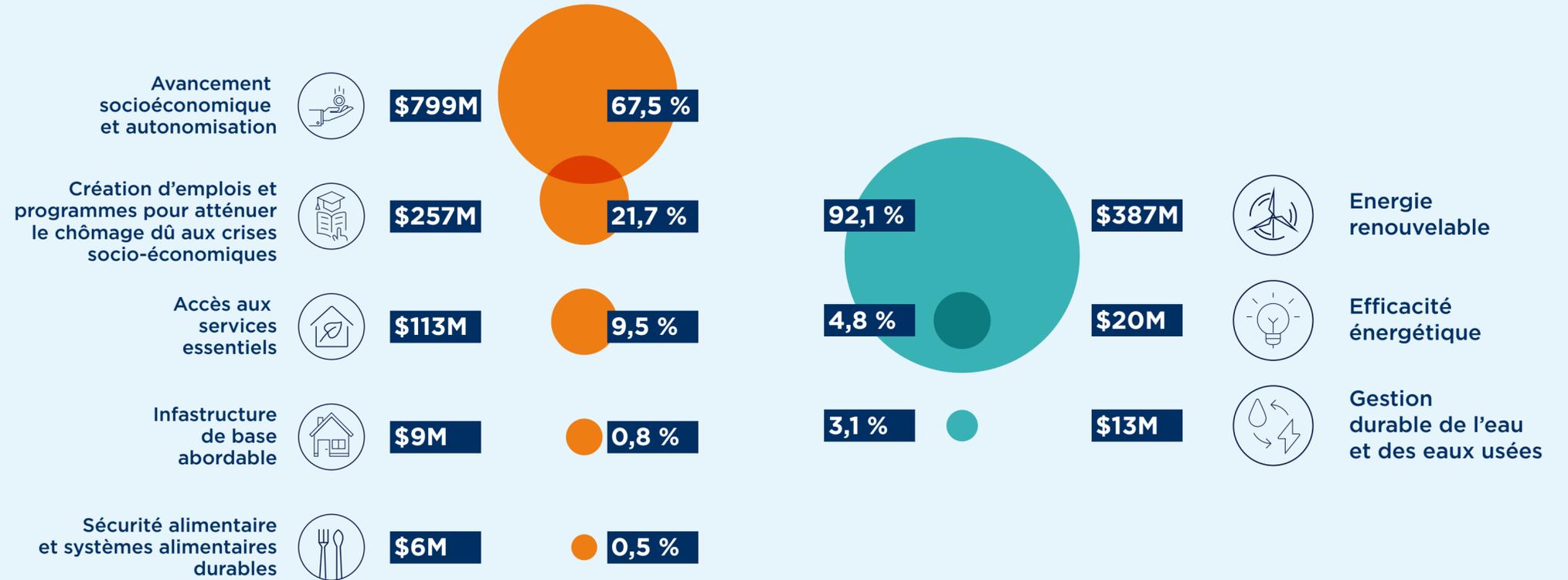
Au cours du dernier trimestre 2022, IBD a publié son premier rapport d'allocation et d'impact.

Nous avons été positivement surpris car l'émetteur avait pris en compte la plupart de nos remarques avec un rapport de qualité.

IDB Invest est même allé au-delà de nos attentes puisqu'il a été en mesure de fournir des données que nous n'avions jamais vues dans d'autres rapports, comme le montant de l'allocation par population cible ou par ODD.

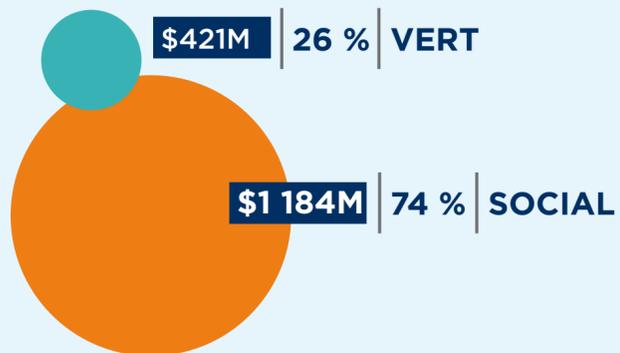
Le rapport nous donne une vision claire de l'allocation du portefeuille entre les catégories vertes et sociales.

**L'allocation se fait selon les catégories de l'ICMA, en montant total et en pourcentage. Le montant est utile pour calculer les données d'impact par million investi :**



### 2021 - Allocation

**100 % FONDS ALLOUÉS**



Les indicateurs verts sont affichés entre les niveaux ex-ante et ex-post afin que nous puissions suivre l'évolution des projets

### Green Indicators

Indicateur	Actuel	Attendu	%
La production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables	1 533 MW	2 904 MW	53 %
Réduction des émissions	2,5 M tonnes	52,5 M tonnes	5 %
Réduction de l'énergie produite - renouvelable	5,3 MW/h	111,3 MW/h	5 %
Eaux usées traitées (m3)	161M	167M	96 %

## 7. Politique d'Engagement

### L'allocation combinant population cible et ODD n'est pas très répandue mais utile pour notre communication au niveau des fonds/stratégies :

Nous continuerons à discuter avec IDB Invest pour combler les points d'amélioration (à savoir les données d'impact qui ne sont pas présentées au pro rata ou l'alignement sur la taxonomie de l'UE) et nous sommes très optimistes quant à l'issue de cet engagement, IDB Invest ayant déjà déclaré qu'elle travaillerait à l'évaluation de son alignement sur la taxonomie de l'UE.

La qualité des rapports d'IDB Invest reste bien supérieure à celle des autres banques multilatérales de développement et devrait servir d'exemple à ces dernières.

Ce type d'engagement bilatéral nous permet de viser une amélioration générale des standards de reporting.

Nous partageons régulièrement les bonnes pratiques avec les émetteurs, en leur montrant ce que les autres font et, plus important encore, que c'est faisable.

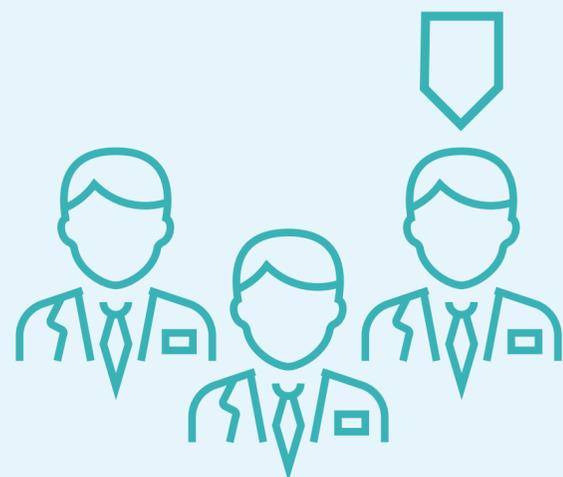
Nous recueillons également de nombreuses informations sur les difficultés rencontrées par les émetteurs dans la collecte des données d'impact. Grâce à notre expertise en matière de collecte de données dans le cadre de notre examen des rapports, nous avons été en mesure de rédiger des bonnes

pratiques pour les rapports sur les obligations ESG et nous les utiliserons de manière systématique dans le cadre de nos futurs engagements.

En outre, comme les bonnes pratiques de communication englobent également une contextualisation du cadre (la raison pour laquelle les émetteurs choisissent d'émettre des obligations labellisées), nous nous engageons avec les émetteurs sur leur stratégie ESG (lien avec le cadre durable) ainsi que sur leur politique DNSH.

**Tout le travail effectué sur une base bilatérale nous aide à construire une campagne mondiale d'engagement social** qui couvrira un ensemble complet de sujets, y compris les pratiques de reporting, la stratégie ESG et les externalités des projets développés.

L'engagement soutient notre stratégie ESG en garantissant la dimension durable des projets financés et l'implication des émetteurs dans les sujets ESG, évitant ainsi le risque de social ou greenwashing



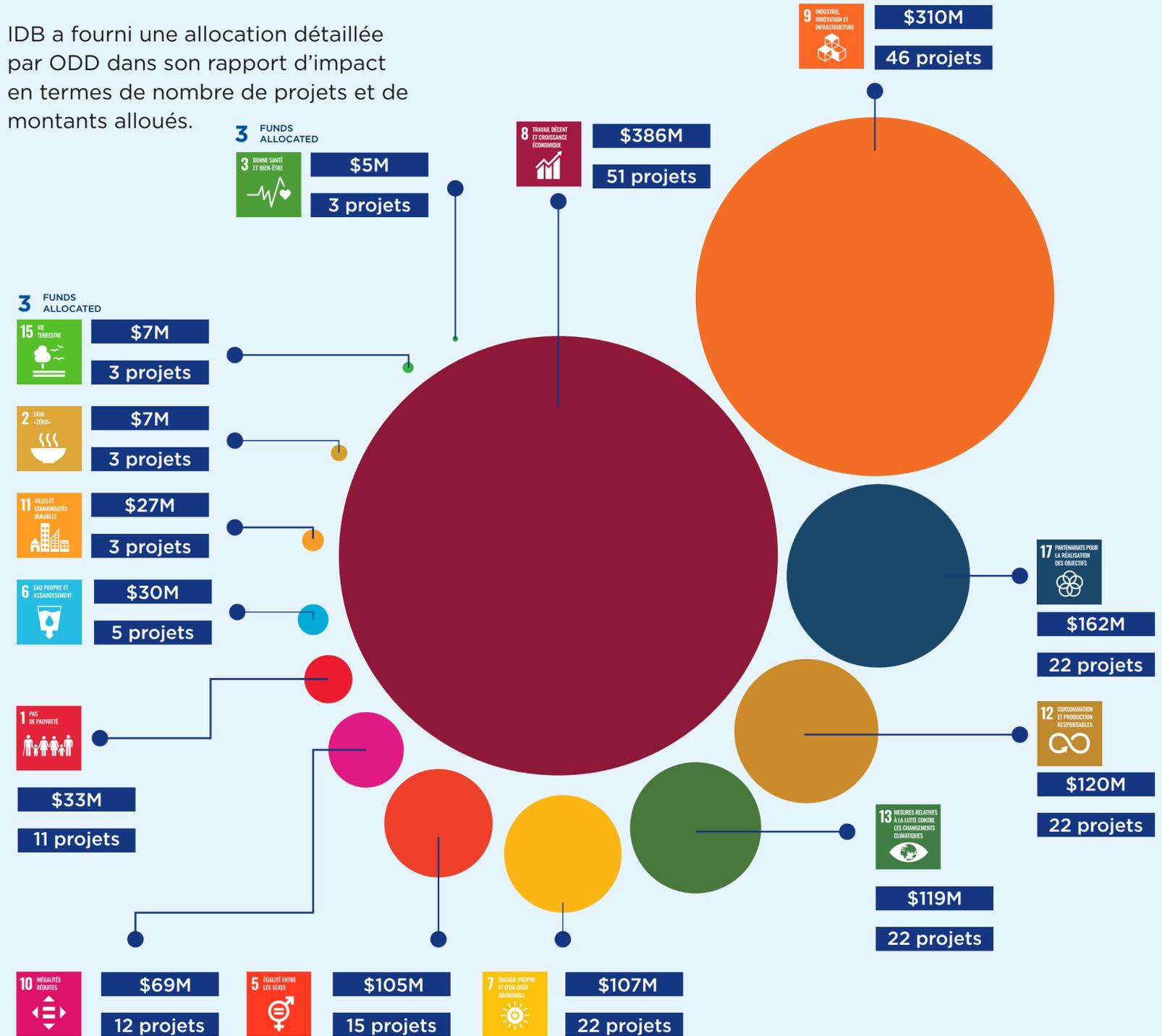
Populations exclues	1	\$6M
Populations à faibles revenus	3	\$121M
Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs)	24	\$899M
Populations pauvres	1	\$38M
Populations vulnérables	1	\$16M
PME dirigées par des femmes	4	\$141M





**Alignement aux ODD<sup>13</sup>**

IDB a fourni une allocation détaillée par ODD dans son rapport d'impact en termes de nombre de projets et de montants alloués.



13. Source : IDB



# 8

## Analyse des obligations sociales

Notre approche vise à garantir que les obligations sociales incluses dans le portefeuille respectent les normes de transparence les plus strictes ainsi que les caractéristiques ESG de l'émetteur.

Pour saisir toutes les caractéristiques ESG et sociales des obligations sociales, nous avons développé une méthodologie sophistiquée.

Notre analyse des obligations sociales comprend quatre étapes. Pour chacune de ces étapes, l'obligation sera évaluée avec un "Go" ou un "No Go" :

-  **1. Transparence et alignement sur les normes**
-  **2. Impact des projets**
-  **3. Alignement sur la stratégie ESG de l'émetteur**
-  **4. Raison d'être du financement social**



## 1. **Transparence**

La quantité d'informations disponibles sur les projets, les données d'impact et les vérifications (telles que les « SPO » second party opinion).

- **Projets** : détails des projets, y compris la localisation, la contribution sociale, les résultats et l'impact, ainsi que les méthodologies utilisées.
- **Vérification** : présence d'un SPO et vérification externe du rapport d'impact.
- **Alignement sur le cadre international** : Alignement sur le cadre harmonisé pour les rapports d'impact.



## 3. **Alignement sur la stratégie ESG de l'émetteur**

Contribution à la stratégie ESG de l'émetteur et lien entre l'obligation sociale et les indicateurs clés de performance de l'émetteur.

- **Stratégie globale** : niveau d'ambition et preuve de l'existence de projets ou d'activités sociales.
- **Profil social de l'émetteur** : bien-être des employés, santé et sécurité, engagement communautaire.
- **Controverse au niveau de l'émetteur** : toute controverse grave ou tout risque de controverse grave et la gestion de ces incidents.



## 2. **Impact des projets**

Le degré de contribution sociale en termes absolus, ainsi que par rapport au secteur et au pays.

- **Localisation des projets** : impact plus important sur les marchés en développement.
- **Caractéristiques sociales intégrées dans les projets** : écoles, hôpitaux
- **Les projets ne sont pas sociaux par nature** : la population cible est le critère permettant de les qualifier de "sociaux"
- **DNSH** : limiter l'impact négatif sur l'environnement, la biodiversité.
- **Alignement sur les normes du secteur** : ICMA SBP.



## 4. **Raison d'être du financement social**

L'alignement du "framework" sur les objectifs fixés par l'émetteur au niveau de ses enjeux ESG.

- **Besoin de financement** : financer les activités sociales de l'émetteur. Nous privilégions les actifs tangibles qui changeront durablement le profil de l'émetteur
- **Allocation** : estimation des actifs sociaux, mise en correspondance avec les passifs sociaux, et la perspective des investissements futurs.
- **Arbitrage du capital** : nous ne favorisons aucun arbitrage relatif à la structure du capital.

**Chez Amundi, nous considérons les obligations sociales comme une opportunité de s'engager, non seulement sur la transparence des actifs financés par le produit, mais aussi sur l'alignement de la stratégie plus large des émetteurs sur les objectifs durables poursuivis par leur cadre de financement durable.**

# 9

## Conclusion

**Pour cette deuxième édition, nous sommes heureux de souligner que la grande majorité des émetteurs détenus dans le portefeuille d'Amundi Social Bonds ont fourni un rapport d'impact, ce qui est fortement recommandé, tout en n'étant pas obligatoire en vertu des principes des Social Bonds.**

Nous réitérons nos recommandations aux émetteurs :

- Publier un rapport d'impact.
- Se concentrer sur un nombre clair d'indicateurs y compris le nombre de bénéficiaires, et si possible fournir d'autres indicateurs pertinents.

Nous espérons que ce rapport favorisera la transparence et la clarté des données, notamment :

- L'harmonisation des indicateurs par catégorie de projets
- En quantifiant précisément leur participation aux projets financés
- En ajoutant des informations contextuelles pertinentes

L'impact final devrait résider dans les améliorations socio-économiques liées aux fonds déboursés.

**Notre ambition est d'accompagner le développement du marché des obligations sociales et de donner à nos clients l'opportunité de participer à cette dynamique à travers le fonds Amundi Social Bonds.**

**Amundi Social Bonds** est un véhicule qui au travers de ses investissements permet de relever les défis mondiaux de notre époque et lutter contre les inégalités sociales.

Ce rapport d'impact illustre le travail que nous réalisons.

*“Etre pauvre ce n'est pas uniquement manquer d'argent, c'est surtout ne pas avoir la capacité de réaliser son potentiel en tant qu'être humain.” - Abhijit Banerjee<sup>14</sup>*

14. Abhijit Vinayak Banerjee est professeur international d'économie de la Fondation Ford au Massachusetts Institute of Technology. En 2003, il a cofondé le Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) aux côtés d'Esther Duflo et de Sendhil Mullainathan, et il en est toujours l'un des directeurs. Banerjee est membre de l'Académie nationale des sciences, de l'Académie américaine des arts et des sciences et de l'Econometric Society. Il est lauréat du prix Infosys et co-récepteur du prix 2019 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel pour ses travaux

## Rédacteurs



**Isabelle Vic-Philippe**  
Responsable adj. strategies  
Aggregate et Responsable  
Stratégies Euro Aggregate  
Gérante du fonds Amundi  
Social Bonds



**Alban de Faÿ**  
Responsable des processus  
SRI pour la gestion  
obligataire Co-Gérant du  
fonds Amundi Social Bonds

## Contributeurs

**Séverine Alloy** Responsable des analystes ESG Green & Social Bonds

**Victor Hintzy** Analyste ESG Green & Social Bonds

**Daniela Montezuma** Gérante Crédit ESG

**Caroline Rochas** Responsable des spécialistes investissement obligataire Aggregate & ESG



# 10

## Disclaimer

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date du 31/12/2022. Les données, opinions et estimations peuvent être modifiées sans préavis. Les produits / fonds mentionnés dans ce document ne sont pas sponsorisés, promus ou approuvés par des fournisseurs externes. Ce matériel est uniquement destiné à l'attention des investisseurs institutionnels, professionnels, qualifiés ou sophistiqués et distributeurs. Il ne doit pas être distribué au grand public, aux clients privés ou aux investisseurs de détail dans quelque juridiction que ce soit, ni aux "US Persons". En outre, un tel investisseur doit être, dans l'Union européenne, un investisseur "professionnel" tel que défini dans la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers ("MIFID") ou, le cas échéant, dans chaque réglementation locale et, en ce qui concerne l'offre en Suisse, un "Investisseur Qualifié" au sens des dispositions de la loi suisse sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC), de l'ordonnance sur les placements collectifs de capitaux du 22 novembre 2006 (OPCC) et de la Circulaire 2013 de la FINMA sur la distribution

des placements collectifs de capitaux. En aucun cas, ce matériel ne peut être distribué dans l'Union européenne à des investisseurs non "professionnels" tels que définis dans la directive MIFID ou dans chaque réglementation locale, ou en Suisse à des investisseurs qui ne répondent pas à la définition d' "investisseurs qualifiés" tels que définis dans la législation et la réglementation applicables. Liste des représentants et agents locaux : Agent payeur et d'information ("Zahl und Informationsstelle") en Allemagne : Marcard, Stein & Co. AG, Ballindamm 36, 20095 Hamburg. Représentant en Suisse : CACEIS (Switzerland) SA, 35 Route de Signy, CH1260 Nyon, Suisse. Agent payeur en Suisse : CACEIS Bank, Paris, succursale de Nyon / Suisse, 35 Route de Signy, Case postale 2259, CH-1260 Nyon, CH1204 Genève. L'agent centralisateur de la SICAV en France est CACEIS Bank, 1-3 place Valhubert 75013 Paris. Valhubert 75013 Paris. Mention spécifique pour l'Espagne : Le Distributeur Principal des Produits en Espagne est Amundi Iberia SA SGIIC Paseo de la Castellana 1, 28046 Madrid. Les numéros d'enregistrement CNMV pour les Produits sont les suivants 1134, 1145, 1343, 1290, 1136, 1135, 763, 61, 367, 933, 404 et 1150.

Les fonds ne sont pas parrainés, approuvés, vendus ou commercialisés par les fournisseurs d'indices. Les fournisseurs d'indices ne font aucune déclaration quant à l'adéquation d'un investissement. De plus amples informations sur l'indice sont disponibles sur le site internet du fournisseur. Conformément à la législation française applicable, les contacts d'Amundi Asset Management ont le droit de recevoir, rectifier ou demander la suppression des données personnelles qu'Amundi détient sur eux. Pour faire valoir ce droit, ils peuvent contacter Amundi Asset Management à l'adresse suivante [info@amundi.com](mailto:info@amundi.com). Document émis par Amundi Asset Management, société anonyme de droit français ("Société Anonyme") au capital social de 1 086 262 605 € et agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le numéro GP 04000036 en tant qu'une société de gestion de portefeuille, 90 boulevard Pasteur -75015 Paris-France - 437 574 452 RCS Paris.

**Amundi,  
un partenaire de confiance,  
travaillant chaque jour dans l'intérêt  
de ses clients et de la société**



[amundi.com](https://www.amundi.com)